

DÉLIBÉRATION n° 2026-33

**relative à la prime d'encadrement doctoral et de recherche
(PEDR) – campagne 2026 – critères généraux**

Point inscrit à l'ordre du jour n° 4

Conseil d'administration du 07 avril 2026

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L.712-3 ;

Vu le décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009 relatif à la prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment l'article 5 ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 2009 fixant les taux de la prime d'excellence scientifique ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion, mis à jour le 02 mai 2025 ;

Vu l'avis de la Commission de la recherche en date du 31 mars 2026 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **approuvent les critères généraux relatifs à la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) au titre de la campagne 2026.**

Après réception de l'évaluation par le Conseil National des Universités (CNU) :

- **Les Enseignants-Chercheurs (EC) dont les dossiers satisfont pleinement aux critères et sont classés dans les 20%** des meilleurs dossiers bénéficient prioritairement de la PEDR, *sous réserve de soutenabilité budgétaire* ;
- **Les EC qui satisfont pleinement aux critères (30%)** bénéficient en premier lieu de la PEDR. Les candidatures des EC sont étudiées et classées par la Commission de la recherche en formation restreinte de l'Université.

Une note globale est calculée sur la base de points attribués à chacun des quatre critères :

A= 5 points ; B= 3 points ; C = 1 point.

- Les candidatures des EC (classées par l'instance nationale dans les 50%) qui satisfont aux critères et dont la note globale est égale ou supérieure à 12 sont étudiées et classées par la Commission de la recherche en formation restreinte de l'Université. Ces candidatures peuvent bénéficier, en second lieu, de la PEDR.
- **Les autres candidatures ne bénéficient pas de la PEDR.**

Les **montants des barèmes retenus pour la campagne 2026** sont les suivants :

- MCF & PR : 5 000,00€
- Chaire mixte : 6 000,00€

Résultats du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				28		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	23	contre	1	abstention(s)	4

Fait à Saint-Denis, le **07 avril 2026**
Le Président de l'Université de La Réunion



Pr Jean-François HOARAU

Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le **16 AVR. 2026**

Publié au Recueil des actes administratifs de l'Université de La Réunion, le **16 AVR. 2026**

Prime d'Encadrement Doctorale et de Recherche (PEDR)

MCUPH et PUPH

Choix de l'instance pour l'examen de la PEDR, barèmes et critères d'attribution

Références :

- Décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009 relatif à la prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Circulaire relative à la campagne d'examen des demandes de PEDR par l'instance nationale d'évaluation.

La parution du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC), la plupart des primes et indemnités versées aux enseignants-chercheurs ont vocation à être fusionnées. La Prime d'Encadrement Doctorale et de Recherche « de droit commun » sera donc fondue dans ce nouveau dispositif RIPEC. Les actuels attributaires de la PEDR continueront à percevoir cette prime pendant le temps restant de la période d'attribution initialement prévue. Cependant, les personnels enseignants et hospitaliers (PU-PH et MCU-PH), les enseignants en médecine générale à l'Université (MCMG et PRMG) ne sont pas concernés par le processus RIPEC. Il convient donc de prévoir les modalités de gestion des candidatures à la PEDR 2026 pour ces personnels.

La PEDR peut être attribuée dans les quatre situations suivantes :

- en raison d'une activité scientifique d'un niveau élevé au regard notamment de la production scientifique, de l'encadrement doctoral et scientifique, de la diffusion des travaux, des responsabilités scientifiques exercées et des conditions d'exercice
- en raison d'une contribution exceptionnelle à la recherche ;
- de plein droit (sans évaluation par l'instance nationale ou des experts extérieurs) aux lauréats d'une distinction scientifique de niveau international ou national dont la liste est fixée par arrêté du 20 janvier 2010. Aucune durée limitative de la distinction scientifique ne doit être retenue pour l'attribution de la prime. En revanche, cette attribution de droit ne peut être accordée qu'une seule fois au titre de la même distinction
- de plein droit (sans évaluation par l'instance nationale ou des experts extérieurs) aux enseignants-chercheurs placés en délégation auprès de l'Institut universitaire de France. Je vous précise que les membres honoraires de l'IUF ne peuvent bénéficier d'une attribution de droit de la prime.

Dans les situations 1) et 2), le décret du 8 juillet 2009 prévoit l'accomplissement d'un service d'enseignement correspondant annuellement à un minimum de 42 heures de cours, 64 heures de travaux dirigés ou toute combinaison équivalente pour pouvoir bénéficier de la PEDR.

Cette condition de service d'enseignement minimum doit être remplie :

- au moment où ces personnels déposent leur demande ;
- au cours de la période de versement de la prime.

1/ Choix de l'instance d'évaluation des candidatures

Le décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009 relatif à la prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche indique dans son article 3, que les dossiers de candidature à la PEDR font l'objet :

- soit « d'un avis de l'instance nationale d'évaluation compétente (sections du CNU) » ;
- soit « d'une expertise confiée à des enseignants-chercheurs (...) conformément à la proposition de la commission de la recherche (...). Ces experts doivent être extérieurs à l'établissement ».

Dans le cadre de la campagne d'attribution de la PEDR au titre de l'année 2026, il est proposé d'opter pour l'avis de l'instance nationale d'évaluation (CNU), comme les années précédentes et pour une durée de 4 ans.

2/ Critères d'attribution et barèmes :

Le même décret prévoit en son article 5, que le conseil d'administration arrête, les critères de choix des bénéficiaires de la PEDR ainsi que le barème afférent au sein duquel s'inscrivent les attributions individuelles.

La définition des critères et la détermination des montants des PEDR sont décidées librement par les établissements. Ils disposent d'une liberté d'appréciation sur ce point.

Les montants doivent toutefois respecter les plafonds et planchers prévus dans l'arrêté du 30 novembre 2009 et rappelés dans la circulaire permanente du 28 février 2018.

- Pour les personnels ayant une activité scientifique jugée d'un niveau élevé au regard notamment de la production scientifique : le montant annuel est compris entre 3 500 € et 15 000 €
- Pour les personnels lauréats d'une distinction scientifique de niveau international ou national et pour les personnels apportant une contribution exceptionnelle à la recherche le taux maximum est fixé à 25 000 € annuels
- Pour les enseignants-chercheurs placés en délégation auprès de l'IUF : le taux maximum est fixé à 15 000 € annuels et le taux minimum attribué aux membres juniors est de 6 000 € annuels et de 10 000 € annuels pour les membres seniors

Dans le cadre de la campagne d'attribution de la PEDR au titre de l'année 2026, il est proposé d'adopter les critères de choix et le barème suivant :

Critères de choix

Reprise des 4 critères utilisés par les sections du Conseil national des universités et traduits globalement sous forme de répartition des candidatures en 3 groupes contingentés : 20 %, 30 % et 50 % :

- les publications et productions scientifiques (P)
- l'encadrement doctoral et scientifique (E)
- la diffusion des travaux (D)
- les responsabilités scientifiques (R).

Une note globale est calculée sur la base de points attribués à chaque des 4 critères :

A = 5 points ; B = 3 points ; C = 1 point

Barèmes

Pour les professeurs des universités-praticiens hospitaliers, les maîtres de conférences des universités-praticiens hospitaliers : 5 000 €

Pour les titulaires d'une chaire-mixte : 6 000 €